

Le projet d'abord

Le congrès du PS s'annonce dans un calendrier et des modalités qui laissent perplexes.

Un calendrier contraint, des délais resserrés alors que le Parti a besoin plus que jamais de débattre, d'échanger et a plus que besoin de réflexions communes.

Le vote des militants - et c'est bien - est encadré, réglementé, mais il règne comme un parfum de suspicion alors que associations et syndicats peuvent déposer des contributions thématiques. Quelles garanties sont apportées par ces « participants » ? Les syndicats, on connaît, mais les associations ? (Les élections européennes ont montré la diversité "représentative" de celles-ci ...) Ces participantes ou participants sont censés relever de la « société civile organisée » ou, pour les citoyens et citoyennes se reconnaître dans les valeurs du PS. C'est bien, mais qui juge de cela ?

Il est évidemment essentiel d'associer nos concitoyennes et concitoyens engagés dans l'action publique. Toutefois, le Parti est indispensable à l'élaboration de la pensée et de l'action militantes. Il est à craindre que ne se profile dans la forme d'organisation du Congrès, l'effacement du Parti puisque les militantes et militants ne sont plus les seul.e.s à débattre et à décider des orientations de leur Parti. Il y a là, matière à débat, pour le moins.

Aussi, nous voulons une meilleure prise en compte de la voix des militants, la mise en œuvre d'un fonctionnement interne réellement décentralisé. Les militants doivent redevenir source de propositions et ne doivent pas seulement appliquer ce qui vient de plus haut. Songeons par exemple aux modalités de désignation de nos candidats et aux alliances "suggérées" par la Direction Nationale...

S'ouvrir aux évolutions de la société, il le faut ; s'adapter aux réalités d'aujourd'hui, c'est nécessaire, bien sûr, mais dans une pratique militante active et riche, et on doit dépasser, quand il le faut, le cadre de la section territoriale, multiplier les sections thématiques ou transversales, mieux former les militantes et les militants, travailler à l'accueil des nouveaux adhérents et nouvelles adhérentes.

L'organisation d'Etats Généraux, comme nous l'avons déjà connue, ouverts aux adhérents et adhérentes, aux sympathisants et sympathisants, aux élu.e.s, va dans le même sens.

Tout cela pour à la fois être un « Parti de tribune » et un Parti de gouvernement.

Il faut, avant toute autre chose, construire un véritable projet global, appelé à être un outil de rassemblement et pas seulement se référer à des éléments de programmes liés à la temporalité, à la conjoncture politique et aux objectifs d'une campagne.

Le projet, nous le voulons Social, Ecologique, Républicain, en un mot, social-démocrate.

Il doit nous permettre d'adapter la France aux réquisitions de la mondialisation libérale, résister à celles-ci et affronter trois défis :

- la montée des inégalités (et la crise sanitaire frappe à la porte des plus démunis, on le voit bien plus que jamais, hélas)

- la prédation de la nature et l'urgence est vitale de lutter contre celle-ci,
- la crise démocratique et la force galopante des populismes,

Le Retour de l'Etat c'est :

- La réhabilitation des valeurs collectives,
- La tradition des Lumières, l'Humanisme

La décroissance de la production n'est ni souhaitable ni possible quand il y a tant d'inégalités.

La question sociale doit être mise en avant : c'est une condition de la question écologique. N'oublions pas que c'est la croissance qui a financé les écoles, les services publics, les hôpitaux, et on en voit l'importance.

On l'a compris, la transition écologique ne doit pas se faire sur le dos des classes populaires.

Enfin, la base, le socle de tout cela, c'est la laïcité, sans laquelle l'édifice républicain vacillera. Le rassemblement de la gauche ne peut se faire sur d'autres bases.

Pour cela, il faut élaborer les solutions de gauche, écologiques aussi, républicaines toujours.

Le projet est pour cela indispensable, inévitable, incontournable, et il doit nécessairement être construit en amont des accords politiques. Ainsi c'est sur ce programme que nous devons construire d'éventuels accords. Nous priorisons la réflexion et l'élaboration d'un projet avant toutes discussions avec les partenaires.

La société de décroissance portée par les écologistes, ce n'est pas notre Projet. Avec celle-ci, nous perdons la capacité à développer et financer un modèle social conforme à nos valeurs et aspirations, parlant aux plus humbles, aux classes populaires.

Avec une croissance sûre, donnant assez de richesses, on peut et on doit construire et financer un modèle social et la transition écologique. Pas l'un ou l'autre, les deux.

Il faut retrouver l'idée du progrès et de l'espoir. Si les citoyens et citoyennes se détournent de la politique et des élections c'est tout d'abord parce que la politique s'est éloignée d'eux. Il faut leur proposer un espoir de vie meilleur pour eux, elles, et leurs enfants, sur des bases solides, travaillées, réfléchies et concrètes.

Il est clair que ce n'est pas l'alliance qui porte ces exigences, c'est le Projet.

Et le Projet c'est :

- Un équilibre réel entre les êtres humains, la Terre et la croissance.
- L'égalité républicaine par l'émancipation des individus
- La lutte contre l'exclusion, fondement de notre Nation
- Un Projet national et européen pour l'Emploi et la Ré-industrialisation.

Parce qu'on n'échappe pas aujourd'hui à la question sanitaire si prégnante, nous avons besoin d'un projet fort pour la Santé publique qui doit plus que jamais redevenir un Service public puissant, présent et réactif.

Bien d'autres aspects mériteraient d'être développés : l'éducation, le logement, la culture, les salaires, la sécurité, la protection de l'enfance, l'égalité femmes hommes, l'inclusion par le sport, la vie associative, les instances de démocratie participative, la place des élus locaux, la place des métropoles, l'immigration, l'Europe...

La Social démocratie c'est cela : obtenir des réformes et des changements par une organisation plus juste.

Bref, faire vivre pleinement le triptyque républicain dans la laïcité :

- La liberté
- L'égalité
- La fraternité

La République toujours recommencée, la démocratie accomplie.

Signataires

Yvon Deschamps, ancien 1^e fédéral - Rhône

Arthur Chambon, membre titulaire du Conseil National

Murielle Laurent, Maire de Feyzin ; Thierry Philip, ancien maire du 3^e Lyon, ancien vice-président du Grand Lyon ; Pierre Credo, ancien maire de Décines ; Claudine Caracco, 1^{ere} adjointe de Feyzin ; Stéphane Gomez, 1^{er} adjoint à Vaux-en-Velin, conseiller métropolitain, co-président du Conseil Fédéral du PS Rhône et Métropole de Lyon ; Françoise Bergame, conseillère municipale, conseillère métropolitaine, co-présidente conseil fédéral Rhône ; Kader Didouche, adjoint de Feyzin ; Martine Roure, ancienne vice-présidente du Parlement européen ; Dominique Credo, conseillère municipale de Décines, conseillère métropolitaine ; Antoinette Atto, adjointe Feyzin ; Philippe Prieto, conseiller municipal ; Jules Joassard, membre suppléant du Conseil National ; Claire Donzel membre suppléante du Conseil national ; Annie Beauchamp ; Florence Perrin ; Peggy Zielinski ; Claire Boissieu ; Mohamed Tabet-Derraz ; François Loichet ; Samir Khamassi ; Raphaël Comby ; Fabienne Atlan ; Zorah Aït Maten ; Dialo Hadyatou ; Shoki Ali Saïd ; Lotfi Benkhelifa, conseiller municipal ; Christine Imbert Souchet, conseillère municipale, ; Maria Ferreira, conseillère municipale ; Claudie Feschet ; Marie-jeanne Dufourt ; Lionel Sorret ; Jocelyne Giontarelli ; Odile Jourdan ; Daniel Jourdan

.....